

Géographie - Leçon n°5

Le continent africain face au développement et à la mondialisation

En 2010, un pays africain accueille pour la première fois la coupe du monde de football et, lors de la cérémonie d'ouverture, Shakira interprète Waka Waka, la chanson officielle de la compétition, dont le refrain inspiré d'un chant traditionnel camerounais répète : « it's time for Africa », c'est l'heure de l'Afrique... ».

Il est vrai que l'Afrique, depuis longtemps considérée comme le continent le plus pauvre et le plus à l'écart de la mondialisation, connaît depuis 15 ans une croissance économique telle qu'elle permet de parler d'un « décollage » de cette partie du monde. Mais cette croissance permettra-t-elle à l'Afrique de faire face aux défis imposés par son développement et son insertion dans la mondialisation ?

I. Un continent à l'écart du développement et du monde ?

1. Le continent africain est de loin le moins développé du monde

a) L'Afrique présente tous les symptômes du « mal-développement ». Plus de 380 millions d'Africains – le tiers de la population du continent – vivent avec **moins de 1,9 dollar par jour** en Afrique subsaharienne, où l'espérance de vie moyenne atteint **à peine 60 ans** (la moyenne mondiale est de 72 ans). La **sous-alimentation** touche aussi environ un cinquième des Africains, qui sont par ailleurs très nombreux à **n'avoir accès ni à l'électricité** (c'est le cas des deux-tiers de la population du continent) **ni à l'eau potable** (le tiers des Africains) ni à des installations sanitaires améliorées. Une majorité des habitants du continent n'ont pas non plus **accès aux soins médicaux** alors que l'Afrique est la région du monde la plus touchée par des pandémies comme le paludisme ou le sida : 4 % de la population âgée de 15 à 49 ans vit avec le VIH en Afrique subsaharienne, contre 0,8 % pour l'ensemble du monde. Cumulant tous ces handicaps, l'Afrique subsaharienne, où **l'IDH moyen est de 0.523** (la moyenne mondiale est de 0.717) compte **34 des 47 Pays les Moins Avancés** du monde.

b) Les nombreuses vulnérabilités de l'Afrique permettent de comprendre cette situation. Les faiblesses économiques du continent – une **agriculture vivrière** dominante mais très peu productive, un **tissu industriel peu développé**, une **économie de rente** fondée sur l'exportation des matières premières et un **secteur informel** proliférant – rendent la plupart des Etats africains vulnérables aux variations de la conjoncture économique mondiale. Mais la situation de l'Afrique est aussi aggravée par sa profonde **instabilité politique**. Depuis 1945, le continent a connu 75 conflits armés, qui, en plus de retarder le développement de nombreuses régions, ont multiplié les déplacements de populations : il y avait 17 millions de réfugiés et de déplacés en Afrique en 2015. Le continent compte enfin un grand nombre d'**États fragiles** (89 coups d'État y ont eu lieu depuis 1953) **ou en décomposition**, comme la République centrafricaine, la Libye et la Somalie.

2. L'Afrique est également une périphérie de la mondialisation

a) Le continent africain pèse très peu dans la production et les échanges mondiaux. Son PIB – 2 100 milliards de dollars, **3% de la richesse mondiale** en 2016 – équivaut aux Produits Urbains Bruts réunis de New York et de Los Angeles ou aux chiffres d'affaires cumulés des sept premières FTN mondiales ; son commerce extérieur ne représente que **3 %**

des échanges mondiaux, tout comme les IDE reçus par les États du continent, qui ne dépassent pas 3% du total mondial. Même si elle est longée par des routes maritimes majeures comme celles du canal de Suez ou du cap de Bonne-Espérance, l'Afrique est aussi **en marge des flux principaux de la mondialisation** : les premiers ports africains, Port-Saïd (en Egypte), Tanger (au Maroc) et Durban (en Afrique du Sud) ne se placent qu'entre la 37^{ème} et la 56^{ème} place mondiale pour le trafic des conteneurs et Johannesburg est la seule des grandes villes africaines à apparaître dans les classements des villes mondiales.

b) L'Afrique est aussi très largement dépendante des économies les plus développées. Les ressources agricoles, minières et énergétiques représentent **plus de 60 % des exportations** dans presque tous les pays du continent africain et, dans un grand nombre de cas, un ou deux produits représentent **au moins les trois quarts de la valeur** de ces exportations. De ce fait, les économies africaines, souvent dépendantes des FTN des pays les plus développés pour l'exploitation de leurs ressources, sont aussi soumises **aux fluctuations des prix des matières premières** fixés par les marchés boursiers des pays du Nord. Mais la dépendance vis-à-vis du Nord est aussi financière : pour équilibrer leurs budgets alourdis par le service de dettes extérieures colossales, de nombreux États africains s'en remettent aux négociations avec la Banque Mondiale et le FMI ou à **l'Aide publique au développement** venant d'Europe, des États-Unis et, de plus en plus, d'Asie.

II. Un continent en pleine transition

1. Les économies de nombreux États africains se caractérisent par un dynamisme inédit.

a) L'Afrique connaît depuis 15 ans une croissance économique spectaculaire. De l'ordre de **5 % par an** depuis les années 2000, cette croissance a permis de parler d'un **décollage économique** du continent, comparable pour certains à celui de l'Asie des années 1970. Même si elle reste très irrégulière (1,2% en Afrique subsaharienne en 2016, contre 4,2% en 2014), la croissance des économies africaines est **l'une des plus élevées du monde** : le **Ghana** (8,3%), l'**Ethiopie** (8,2%), la **Côte d'Ivoire** (7,2%) et **Djibouti** (7%) figurent parmi les dix pays du monde qui connaissent la plus forte croissance économique en 2018. Mais, dans le même temps, d'autres pays ne connaissent qu'**une croissance faible** (0,3% pour l'Afrique du Sud en 2016) **ou négative** (-7% pour le Tchad).

b) Même irrégulière, la croissance entraîne un recul sensible de la pauvreté en Afrique. L'augmentation, générale sur le continent, du **PIB par habitant** (ceux du Maroc et du Cameroun ont été multipliés par 2 depuis 2000, ceux du Ghana et de l'Ethiopie par 6) favorise l'émergence d'une **classe moyenne** de plus en plus importante. Définies, au minimum, par un revenu de plus de **2 dollars par jour**, c'est-à-dire prenant en compte les nombreux Africains récemment sortis de la pauvreté, les classes moyennes africaines représentent aujourd'hui un marché de plus de **300 millions de consommateurs**. L'explosion actuelle de la téléphonie mobile – qu'utilisent aujourd'hui **plus de 80% des Africains** – illustre bien l'élévation générale du niveau de vie d'une partie de la population du continent, de plus en plus consommatrice de produits mondialisés.

2. La croissance des économies africaines favorise leur insertion dans la mondialisation

a) L'Afrique attire de plus en plus les investisseurs étrangers, autant intéressés par les nouveaux marchés africains que par les ressources du continent. Entre 2001 et 2014, le

montant des IDE destinés à l'Afrique est passé **de 15 à 80 milliards de dollars**, dont une grande partie s'est portée sur les pays **richement dotés en ressources naturelles** comme l'Angola, l'Éthiopie ou le Nigéria. Il faut dire que l'Afrique détient 12% des réserves mondiales d'hydrocarbures, environ 30% des réserves mondiales de minerais et des réserves considérables de terres agricoles et de forêts non exploitées. Ces ressources sont un enjeu aussi bien pour **les puissances européennes** depuis longtemps présentes sur le continent, que pour **les États-Unis** et, de plus en plus, pour **la Chine**, dont plus de 3 000 entreprises sont installées sur le continent et qui est devenue depuis 2010 le premier partenaire commercial de l'Afrique. Ces IDE ont néanmoins connu une forte baisse en 2015 et 2016.

b) L'essor de son économie donne un nouveau visage à l'Afrique. Celui-ci se traduit par l'émergence de **FTN africaines** de plus en plus performantes, dont les plus nombreuses sont sud-africaines : Sasol dans le secteur de l'énergie, MTN et Vodacom dans celui des télécommunications, Bidvest dans les services financiers ou ShopRite pour la grande distribution. Un autre signe de l'émergence de l'Afrique est **la multiplication des chantiers d'équipement** : de nouveaux ports sont construits à Djibouti, Tanger ou Bagamoyo en Tanzanie ; une ligne de TGV est programmée entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie ; un corridor routier et ferroviaire est mis en place en Afrique australe ; des parcs technologiques sont créés en Afrique du Sud, au Maroc ou au Kenya ; enfin, de nombreux câbles de télécommunications à haut débit permettent de mieux relier l'Afrique au reste du monde. Ces grands travaux profitent surtout aux **« Lions africains »** (l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Égypte et l'Algérie) qui réalisent à eux seuls 60 % du PIB du continent.

III. D'immenses défis à relever

1. L'Afrique doit faire face à une population nombreuse et en forte croissance

a) Le continent africain a la croissance démographique la plus forte du monde. Alors que seulement une femme sur quatre y utilise des moyens de contraception, l'Afrique comptera **2,4 milliards d'habitants en 2050**, contre 1,2 milliard aujourd'hui. Du fait de sa très forte fécondité (5 enfants par femme en moyenne), l'Afrique a la population la plus jeune du monde : **43% des habitants de l'Afrique subsaharienne ont moins de 15 ans**. L'éducation y est donc un enjeu majeur : plus de 80% des enfants suivent une scolarité primaire au Gabon, mais seulement 30 % au Niger.

b) La plupart des États africains doivent aussi faire face à une croissance urbaine forte et peu contrôlée. La population des villes représentera la moitié de celle du continent en 2030, contre 40% aujourd'hui. Si cette croissance profite surtout aux petites villes – l'Afrique **s'urbanise par « le bas »** à la différence de l'Asie – de gigantesques mégapoles se développent aussi, comme **Lagos** (22 millions d'habitants), **Le Caire** (20 millions), **Johannesburg** (12 millions) ou **Kinshasa** (11 millions). Ceci constitue un autre énorme défi, surtout au sud du Sahara où **62% des urbains vivent dans des bidonvilles** : tandis que les réseaux de transports et d'assainissement sont fréquemment saturés, les besoins toujours croissants d'eau potable ou d'électricité ne sont satisfaits que dans une petite partie des agglomérations.

2. L’Afrique doit ensuite mettre en place un développement véritablement durable.

a) Le continent souffre encore d’une trop grande insécurité alimentaire et sanitaire. En même temps qu’ils doivent restaurer leur **souveraineté alimentaire** – en dépit d’une intensification des cultures, les importations de produits agricoles ne cessent d’augmenter –, les États africains doivent résoudre les problèmes posés par **la faiblesse de leurs infrastructures sanitaires** : l’Afrique subsaharienne compte en moyenne 20 médecins pour 100 000 habitants, pour la plupart regroupés dans les grands centres urbains, alors que des milliers de médecins africains s’exilent en Europe ou aux États-Unis.

b) L’Afrique n’est pas encore sortie de sa dépendance à l’économie de rente. L’industrie n’y représente qu’une faible part du PIB et les réseaux de transport y sont surtout utilisés pour l’exportation des matières premières, ce qui provoque d’immenses retards dans le développement **des infrastructures de production, de transport et de services**. Enfin, les États africains, que de nombreuses FTN utilisent comme des poubelles de leurs déchets industriels, doivent mettre en place **un développement respectueux de l’environnement**, pour mettre fin aux immenses dégâts provoqués par l’exploitation de leurs ressources naturelles: fuites d’hydrocarbures – le delta du Niger a subi 7 000 marées noires en 40 ans ! –, déforestations massives, plus rapides que celle de l’Amazonie, dégradation des sols, etc.

3. L’Afrique doit enfin faire disparaître un grand nombre de blocages politiques.

a) La démocratie ne s’est pas encore imposée sur tout le continent. Même si **le nombre des dictatures a fortement diminué** depuis les années 1990, la mise en place de véritables institutions démocratiques n’est pas acquise dans de nombreux États, où les transitions politiques restent laborieuses ou chaotiques. **La corruption et le clientélisme** – ce que le sociologue Jean-François Bayart appelle la « **politique du ventre** » – entretiennent la pauvreté d’une majorité de la population du pays et favorisent l’évasion des richesses hors de ses frontières.

b) La coopération régionale y encore trop peu développée. Si l’Afrique est l’une des régions du monde qui compte le plus d’**organisations de coopération économique**, celles-ci associent le plus souvent des États dont les économies sont peu développées et peu complémentaires les unes des autres : en dehors de l’**Union Africaine**, qui regroupe tous les États du continent et qui développe des politiques de plus en plus ambitieuses, on ne compte pas moins de 14 groupements économiques régionaux – et souvent concurrents – en Afrique, tels que le **COMESA** (Marché Commun de l’Afrique de l’Est et du Sud), la **CEDEAO** (Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest) ou la **CEMAC** (Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale).

En 1962, l’agronome René Dumont provoquait un scandale en montrant dans son livre L’Afrique noire est mal partie les nombreux handicaps dont l’Afrique souffrait en matière de développement. Le diagnostic que l’on peut faire aujourd’hui est forcément moins pessimiste, mais il n’est pas sensiblement différent : si l’Afrique connaît un indiscutable décollage économique, elle n’en est encore qu’au tout début d’un véritable développement humain.